



CHAPITRE 292

Loi des associations coopératives

SECTION I

DÉFINITIONS — APPLICATION

Interprétation:

« association coopérative », etc.;
« fondateur »;
« fédération », etc.;

« Conseil de la coopération ».

Application.

1. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

a) « association coopérative » ou « association »: une association coopérative régie par la présente loi;

b) « fondateur »: une personne qui a signé la déclaration d'association;

c) « fédération d'associations coopératives » ou « fédération »: une fédération d'associations coopératives régie par la présente loi;

d) « Conseil de la coopération »: le Conseil de la coopération du Québec constitué par lettres patentes octroyées par le lieutenant-gouverneur de la province en date du 8 janvier 1940. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 1.

2. Le secrétaire de la province est chargé de l'application de la présente loi. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 2.

SECTION II

FORMATION DES ASSOCIATIONS

Autorisation de formation.

3. Le secrétaire de la province peut, sur production d'une déclaration d'association prévue à l'article 6 et après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération, autoriser la formation d'une association coopérative pour toutes fins économiques, à l'exception

a) des fins pour lesquelles une caisse peut être formée en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293);

CHAPTER 292

Cooperative Associations Act

DIVISION I

DEFINITION — APPLICATION

1. In this act, the following expressions mean:

(a) "cooperative association" or "association": a cooperative association governed by this act;

(b) "founder": a person who has signed the memorandum of association;

(c) "federation of cooperative associations" or "federation": a federation of cooperative associations governed by this act;

(d) "Conseil de la coopération": the Conseil de la coopération du Québec incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province on the 8th of January 1940. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 1.

2. The Provincial Secretary shall have charge of the application of this act. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 2.

DIVISION II

FORMATION OF ASSOCIATIONS

3. The Provincial Secretary, upon the filing of a memorandum of association as provided in section 6 and after consultation with the Conseil de la coopération, may authorize the formation of a cooperative association for any economic purposes, except

(a) the purposes for which a credit union may be formed under the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293);

- b) de l'exploitation d'un hôpital;
- c) de la construction et l'exploitation d'un chemin de fer;
- d) des affaires d'assurance et de fidé-
commis. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 3.

- (b) the operation of a hospital;
- (c) the construction and operation of a railway;
- (d) the insurance and trust businesses. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 3.

Associa-
tions pour
fins édu-
cation-
nelles, etc.

4. Le secrétaire de la province peut aussi, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération et selon la même procédure, autoriser la formation d'associations coopératives dans un but éducatif, scientifique, artistique, athlétique, sportif ou récréatif. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 4.

4. The Provincial Secretary, after consultation with the Conseil de la coopération and according to the same procedure, may also authorize the formation of cooperative associations for educational, scientific, artistic, athletic, sporting or recreational purposes. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 4.

Asso-
ciations
for edu-
cational
purposes,
etc.

Règles
d'action.

5. Les associations coopératives agissent selon les règles d'action coopérative suivantes:

- a) le nombre de membres n'est pas limité;
- b) un membre n'a droit qu'à un vote, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient, et il ne peut voter par procuration;
- c) l'intérêt sur les parts sociales est limité;
- d) les trop-perçus ou excédents d'opérations sont versés à un fonds de réserve ou sont distribués ou crédités aux membres au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux avec l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 5.

5. Cooperative associations shall operate in accordance with the following rules of cooperative activity:

- (a) the number of members shall not be limited;
- (b) a member shall have one vote only, whatever the number of shares that he holds, and shall not vote by proxy;
- (c) interest on common shares shall be limited;
- (d) surplus earnings or operating surpluses shall be paid into a reserve fund or apportioned or credited to members proportionately to the business carried on by each of them with the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 5.

Rules of
activity.

Déclara-
tion d'as-
sociation.

6. Les personnes désirant former une association coopérative doivent signer, en double exemplaire et devant témoin, une déclaration d'association conforme à la formule 1.

6. Persons wishing to form a cooperative association must sign in duplicate before a witness a memorandum of association in accordance with form 1.

Memo-
randum
of asso-
ciation.

Signature.

Cette déclaration doit être signée par au moins douze personnes, mais le secrétaire de la province peut, sur la recommandation du Conseil de la coopération, réduire ce nombre minimum jusqu'à cinq. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 6.

Such memorandum must be signed by at least twelve persons, but the Provincial Secretary, on the recommendation of the Conseil de la coopération, may reduce such minimum number to five. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 6.

Signa-
ture.

Contenu.

- 7.** La déclaration doit indiquer:
- a) le nom de l'association projetée;
 - b) son siège social;
 - c) les fins pour lesquelles elle est formée;
 - d) le montant de la part sociale;
 - e) les nom, prénoms, occupation et résidence des signataires et le nombre de parts sociales souscrites par chacun d'eux;

- 7.** The memorandum must state:
- (a) the name of the proposed association;
 - (b) its corporate seat;
 - (c) the objects for which it is formed;
 - (d) the amount of each share of common stock;
 - (e) the name in full, occupation and residence of the signatories and the number of common shares subscribed for by each;

Contents.

f) les nom, prénoms, occupation et résidence de la personne désignée pour agir comme secrétaire provisoire de l'association pour la remise des exemplaires de la déclaration au secrétaire de la province et la convocation de l'assemblée d'organisation;
g) le mode de convocation de cette assemblée qui doit être tenue dans les trente jours de la publication de l'avis prévu à l'article 8. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 7.

(f) the name in full, occupation and residence of the person appointed to act as provisional secretary of the association to file the copies of the memorandum with the Provincial Secretary and to call the organization meeting;

(g) the manner of calling such meeting which must be held within thirty days after publication of the notice provided for in section 8. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 7.

Transmis-
sion et
approba-
tion.

8. Les deux exemplaires de la déclaration sont transmis au secrétaire de la province. S'il approuve la formation de l'association, il en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.

Avis.

Avis que l'approbation a été accordée est publié dans la *Gazette officielle de Québec* aux frais de l'association.

Exem-
plaires de
déclara-
tion.

Après la publication de cet avis, un des exemplaires est déposé dans les archives du secrétariat de la province et l'autre est retourné au secrétaire provisoire de l'association.

Status
corporatif.

À compter de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, les fondateurs forment une association coopérative qui est une corporation au sens du Code civil.

Preuve.

La publication de l'avis est une preuve conclusive de la formation et de l'existence de l'association ainsi que du nom sous lequel elle doit être désignée. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 8.

8. The two copies of the memorandum shall be sent to the Provincial Secretary. If he approves the formation of the association, he shall so signify by signing both copies.

Filing and
approval.

Notice of such approval shall be published in the *Quebec Official Gazette* at the expense of the association.

Notice.

After such notice is published, one of the copies shall be deposited in the records of the Department of the Provincial Secretary and the other returned to the provisional secretary of the association.

Copies of
memo-
randum.

From the publication of such notice in the *Quebec Official Gazette*, the founders shall be a cooperative association, which is a corporation within the meaning of the Civil Code.

Corporate
status.

Publication of the notice is conclusive proof of the formation and existence of the association and of the name by which it is to be designated. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 8.

Proof.

SECTION III

NOM

Préven-
tion de
confu-
sion, etc.

9. Le nom d'une association coopérative ne doit pas être susceptible de confusion avec celui d'une autre association, société ou corporation et il ne doit, dans aucun cas, contenir les mots « syndicat », « syndicat coopératif », « société » ou « société coopérative ».

Mots obli-
gatoires.

Il doit comprendre, dans tous les cas, les mots « association coopérative » dont l'emploi est réservé exclusivement à une association coopérative régie par la présente loi. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 9.

Restric-
tion à l'u-
sage de
certains
noms.

10. À l'exception d'une corporation régie par la Loi des syndicats coopératifs (chap. 294), par la Loi des sociétés coopé-

DIVISION III

NAME

9. The name of a cooperative association must not be liable to confusion with that of another association, society or corporation and shall in no case include the words "syndicate", "cooperative syndicate", "society" or "cooperative society".

Avoid-
ance of
confu-
sion, etc.

It must in all cases include the words "cooperative association" the use of which is restricted exclusively to a cooperative association governed by this act. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 9.

Obliga-
tory
words.

10. With the exception of a corporation governed by the Cooperative Syndicates Act (Chap. 294), the Cooperative

Use of
certain
words
restricted.

- ratives agricoles (chap. 124), ou par la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48), ou d'une compagnie d'assurance mutuelle reconnue ou établie en vertu de la Loi des assurances (chap. 295), personne autre qu'une association coopérative ne peut employer, dans son nom ou sa raison sociale ou en rapport avec ses opérations, les mots « association coopérative », « coopératif », « coopérative », « coopération » ou « co-op ». 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 10.
- Exception.** 11. L'article 10 ne s'applique pas à une corporation constituée en vertu d'une loi canadienne qui l'autorise expressément à se désigner comme coopérative et l'assujettit à l'observance de règles d'action coopérative substantiellement conformes à celles de l'article 5. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 11.
- Droits acquis.** 12. L'article 10 n'empêche pas une corporation constituée avant le 27 mars 1963 de continuer à se servir du nom dont elle était alors légalement autorisée à se servir. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 12.
- Infraction et peine.** 13. Toute personne qui contrevient à l'article 10 ou laisse faussement croire, par un titre qu'elle utilise ou par une qualité qu'elle assume, qu'elle est une institution de nature coopérative, commet une infraction et se rend passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, pour une première infraction, d'une amende de dix à cinquante dollars et, pour une récidive dans les deux ans, d'une amende de cinquante à deux cents dollars. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 13.
- Agricultural Associations Act (Chap. 124) or the Rural Electrification Act (9 George VI, Chapter 48), or a mutual insurance company recognized or established under the Insurance Act (Chap. 295), no person other than a cooperative association shall use, in his name or style or in connection with his operations, the words "cooperative association", "cooperative", "cooperation" or "co-op". 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 10.
- Exception.** 11. Section 10 shall not apply to a corporation constituted under a Canadian act which authorizes it expressly to call itself a cooperative and requires it to comply with rules of cooperative activity substantially similar to those of section 5. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 11.
- Acquired rights.** 12. Section 10 shall not prevent a corporation constituted before the 27th of March 1963 from continuing to use the name which it was then legally authorized to use. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 12.
- Offence and penalty.** 13. Every person who infringes section 10 or leads falsely to the belief, by a title that he uses or a capacity that he assumes, that he is an institution of a cooperative nature, is guilty of an offence and liable, on summary prosecution, in addition to costs, for the first offence, to a fine of ten to fifty dollars and, for any subsequent offence within two years, to a fine of fifty to two hundred dollars. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 13.

SECTION IV

POUVOIRS DES ASSOCIATIONS

- Droits et pouvoirs.** 14. Une association coopérative exerce les droits et pouvoirs d'une corporation au sens du Code civil et peut notamment:
- a) acquérir et posséder des immeubles, les vendre, hypothéquer, louer ou en disposer autrement;
 - b) donner en paiement d'une partie du prix des produits qui lui sont livrés ou des services qui lui sont rendus, jusqu'à

DIVISION IV

POWERS OF ASSOCIATIONS

14. A cooperative association shall possess the rights and powers of a corporation within the meaning of the Civil Code and may in particular:
- (a) acquire and hold immoveables and sell, hypothecate, lease or otherwise dispose of the same;
 - (b) give in payment of a portion of the price of produce delivered or services rendered to it, up to ten per cent, loan

concurrence de dix pour cent, des certificats de prêts, de parts sociales, des obligations ou d'autres valeurs;

c) placer, suivant l'article 981^o du Code civil ou en prêts consentis à la fédération dont elle est membre ou à une autre association coopérative, ses fonds disponibles qui ne sont pas immédiatement requis;

d) acquérir des parts d'une caisse régie par la Loi des caisses d'épargne et de crédit (chap. 293);

e) acquérir, en totalité ou en partie, en assumant les obligations qui s'y rapportent, l'actif, les actions ou les parts sociales de toute personne, société ou corporation, poursuivant des fins similaires ou connexes à celles qu'elle est autorisée elle-même à poursuivre;

f) avec l'autorisation du surintendant des assurances, établir un système de retraite avec pension ou contribuer à son établissement en faveur de ses employés et de leurs dépendants et faire toute entente à cette fin avec une compagnie d'assurance ou une compagnie de fidéicommis ou tout organisme qui vend des rentes viagères;

g) créer des caisses de secours et des services de sécurité sociale en faveur des personnes mentionnées au paragraphe *f* ou y contribuer et payer pour ces personnes ou ses membres des primes d'assurance ou des cotisations;

h) souscrire ou garantir des fonds pour fins de propagande et d'éducation coopératives ou pour fins de charité, de bienfaisance, d'éducation ou d'art;

i) exercer, à titre de mandataire, les pouvoirs qu'elle est autorisée à exercer comme principal;

j) émettre, endosser, accepter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

k) emprunter, hypothéquer ses immeubles, donner ses biens meubles en garantie;

l) avec l'autorisation de la Commission des valeurs mobilières du Québec, émettre des obligations et, pour en assurer le paiement, hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens meubles et immeubles, présents ou futurs, et les céder et transporter à un fidéicommissaire, suivant les dispositions de la section VI de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (chap. 275);

certificates, shares of common stock, bonds or other securities;

(c) invest, in accordance with article 981^o of the Civil Code or in loans to the federation of which it is a member or to another cooperative association, its available funds not immediately required;

(d) acquire shares of a union governed by the Savings and Credit Unions Act (Chap. 293);

(e) acquire, in whole or part, and assuming the obligations relating thereto, the assets, stock or shares of any person, society or corporation pursuing objects similar or related to those which it is itself authorized to pursue;

(f) with the authorization of the Superintendent of Insurance, establish a system of retirement with pension or contribute to the establishment thereof for the benefit of its employees and their dependants and make any agreement for such purpose with an insurance or trust company or any organization that sells life annuities;

(g) create relief funds and social security services for the benefit of the persons mentioned in paragraph *f* or contribute thereto and pay insurance premiums or contributions for such persons or for its members;

(h) subscribe or guarantee funds for cooperative promotional or educational purposes or for charitable, benevolent, educational or artistic purposes;

(i) exercise as mandatarly the powers that it is authorized to exercise as principal;

(j) issue, endorse and accept promissory notes, bills of exchange, drafts and other negotiable instruments;

(k) borrow, hypothecate its immovables and pledge its moveables;

(l) with the authorization of the Quebec Securities Commission, issue bonds and, to secure the payment thereof, hypothecate, mortgage or pledge its moveable and immoveable property, present or future, and convey and transfer the same to a trustee, in accordance with the provisions of Division VI of the Special Corporate Powers Act (Chap. 275);

m) vendre, échanger ou donner en gage toutes obligations ainsi émises;

n) retenir, pour le remboursement de toute créance qu'elle détient contre un membre, les deniers qu'elle peut lui devoir et en faire la compensation. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 14.

(m) sell, exchange or pledge any bonds so issued;

(n) retain, for the recovery of any claim by it against a member, any moneys that it may owe him, and apply the same in compensation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 14.

SECTION V

ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

Première assemblée. 15. La première assemblée de l'association, ou assemblée d'organisation, doit être tenue dans les trente jours de la publication de l'avis prévu à l'article 8.

Avis. La convocation des fondateurs pour cette assemblée est faite par le secrétaire provisoire, suivant le mode déterminé dans la déclaration d'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 15.

Ordre du jour. 16. L'ordre du jour de l'assemblée d'organisation est le suivant:

a) élection du président et du secrétaire de l'assemblée;

b) lecture de la déclaration d'association et de l'avis de formation publié dans la *Gazette officielle de Québec*;

c) étude et adoption du règlement de régie interne;

d) élection des membres du conseil d'administration;

e) nomination d'un vérificateur. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 16.

SECTION VI

MEMBRES

Qualités requises. 17. Les membres d'une association sont ses fondateurs et toute autre personne capable de contracter qui

a) signe une demande d'admission conforme à la formule 2;

b) souscrit et paie le nombre minimum de parts sociales selon le règlement;

c) s'engage à respecter le règlement; et

d) est admise par le conseil d'administration. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 17.

Corporations, etc. 18. Les corporations et les sociétés peuvent également être membres d'une association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 18.

DIVISION V

ORGANISATION MEETING

15. The first or organization meeting of the association must be held within thirty days after the publication of the notice provided for in section 8.

The notice calling the founders to such meeting shall be given by the provisional secretary, in the manner determined in the memorandum of association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 15.

16. The agenda of the organization meeting shall be as follows:

(a) election of the chairman and the secretary of the meeting;

(b) reading of the memorandum of association and of the notice of formation published in the *Quebec Official Gazette*;

(c) consideration and adoption of by-laws of internal management;

(d) election of the members of the board of directors;

(e) appointment of an auditor. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 16.

DIVISION VI

MEMBERS

17. The members of an association shall be its founders and any other person capable of contracting who,

(a) signs an application for membership in accordance with form 2;

(b) subscribes and pays for the minimum number of common shares according to the by-laws;

(c) undertakes to comply with the by-laws; and

(d) is admitted by the board of directors. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 17.

18. Corporations and societies may also be members of an association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 18.

Mineur
et femme
mariée.

19. Le mineur d'au moins seize ans et la femme mariée, même commune en biens, peuvent devenir membres d'une association, souscrire des parts sociales, consentir des prêts à une association et, dans les deux cas, en retirer le bénéfice et le principal.

Femme
mariée.

La femme mariée peut voter sans l'autorisation de son mari. Elle peut remplir toute charge, même celle de gérante, avec l'autorisation expresse ou implicite de son mari et, dans ce cas, les condamnations pécuniaires encourues par elle peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 19.

19. Minors at least sixteen years of age and married women, even common as to property, may become members of an association, subscribe for shares, make loans to an association and, in both cases, withdraw the benefits and the principal thereof.

Minors
and
married
women.

A married woman may vote without authorization by her husband. She may hold any office, even that of manager, with the express or implied authorization of her husband and, in such case, pecuniary condemnations incurred by her may be recovered out of the community property. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 19.

Married
woman.

Territoire.

20. Le règlement doit définir le territoire dans lequel l'association peut recruter ses membres. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 20.

20. The by-laws shall define the territory in which the association may recruit its members. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 20.

Territory.

Membres
auxiliaires.

21. Le règlement peut créer une catégorie de membres auxiliaires et déterminer les conditions de leur admission ainsi que leurs droits et obligations.

21. The by-laws may establish a class of auxiliary members and determine the conditions of their admission and their rights and obligations.

Auxiliary
members.

Restriction.

Ces membres n'ont pas droit de vote et ne sont éligibles à aucune fonction. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 21.

Such members cannot vote and shall not be eligible for any office. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 21.

Restriction.

Engagement
par
contrat.

22. Si le règlement l'exige, les membres doivent s'engager, par contrat, pour une période déterminée, à livrer, vendre, acheter ou recevoir des biens ou des services par l'entremise de l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 22.

22. If the by-laws so require, the members must undertake by contract, for a fixed period, to deliver, sell, purchase or receive property or services through the agency of the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 22.

Contract.

Démis-
sion.

23. Un membre peut démissionner en donnant par écrit un avis de soixante jours, à moins qu'un délai plus long ne soit prévu dans le règlement.

23. A member may resign by giving sixty days' notice in writing, unless a longer delay is provided in the by-laws.

Resigna-
tion.

Accepta-
tion.

Le conseil d'administration peut accepter cette démission avant l'expiration du délai sauf si le membre a fait de ce délai une condition de sa démission. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 23.

The board of directors may accept such resignation before the expiration of the delay unless the member has made such delay a condition of his resignation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 23.

Acceptance.

Démission
durant le
contrat.

24. Dans le cas où le règlement exige le contrat prévu à l'article 22, un membre ne peut démissionner durant la durée de son contrat, sauf du consentement du conseil d'administration.

24. When the by-laws require the contract provided for in section 22, a member cannot resign during the term of his contract, except with the consent of the board of directors.

Resigna-
tion pen-
ding con-
tract.

Avis équi-
valant à
résigna-
tion.

Si ce contrat prévoit un avis que le membre n'entend plus le renouveler, cet avis équivaut à une démission qui prend effet à l'expiration du contrat. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 24.

If such contract provides for a notice that the member does not intend to renew it any longer, such notice is equivalent to a resignation effective at the expiration of the contract. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 24.

Notice
implies
resigna-
tion.

Suspend-
sion ou
expulsion.

25. Le conseil d'administration, après avoir fait connaître par écrit à un membre les motifs invoqués pour sa suspension ou son exclusion et lui avoir donné l'occasion de se faire entendre, peut le suspendre ou l'exclure pour l'une ou l'autre des raisons suivantes:

a) s'il n'a pas acquitté les versements échus sur ses parts;

b) s'il n'a pas exécuté ses engagements envers l'association;

c) s'il a été déclaré coupable d'un acte criminel, a fait cession de ses biens, a offert un concordat, a été déclaré en faillite ou a été interdit;

d) s'il néglige de faire affaires avec l'association, ou s'il lui nuit ou tente de lui nuire; ou

e) s'il exerce une activité qui vient en concurrence avec celle de l'association.

Mention
au procès-
verbal,
etc.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration au cours de laquelle un membre est suspendu ou exclu doit mentionner les faits motivant cette décision. Un avis de la suspension ou de l'exclusion est adressé à ce dernier, par lettre recommandée, dans les six jours de la décision. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 25.

Droits
forfaits.

26. Un membre suspendu ou exclu perd le droit d'être convoqué aux assemblées de l'association, d'y assister et d'y voter, ainsi que celui d'exercer toute fonction.

Idem.

La perte de ces droits prend effet à compter de l'adoption de la résolution du conseil d'administration. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 26.

Durée de
la suspen-
sion.

27. Un membre ne peut être suspendu pour une période de plus de six mois. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 27.

25. The board of directors, after informing a member in writing of the reasons advanced for his suspension or expulsion and affording him an opportunity to be heard, may suspend or expel him for any of the following reasons:

Suspend-
sion or
expulsion.

(a) if he has not made the payments due on his shares;

(b) if he has not carried out his engagements with the association;

(c) if he has been convicted of an indictable offence, made an abandonment of his property, offered a composition, been declared bankrupt or been interdicted;

(d) if he neglects to do business with the association, or injures or attempts to injure it; or

(e) if he carries on any activity in competition with that of the association.

The minutes of the sitting of the board of directors at which a member is suspended or expelled shall set forth the facts giving rise to such decision. Notice of the suspension or expulsion shall be sent to him by registered letter within six days after the decision. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 25.

Entry in
minutes,
etc.

26. A member suspended or expelled shall forfeit the right to receive notice of meetings of the association and to attend and vote thereat, as well as the right to hold any office.

Rights
forfeited.

The loss of such rights shall take effect from the passing of the resolution of the board of directors. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 26.

Idem.

27. A member shall not be suspended for a period exceeding six months. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 27.

Period
of sus-
pension.

SECTION VII

CAPITAL SOCIAL

Catégo-
ries d'ac-
tions.

28. Le capital social d'une association est composé des parts sociales souscrites par les membres et des parts privilégiées émises par elle.

Capital
variable.

Ce capital est variable. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 28.

DIVISION VII

CAPITAL STOCK

28. The capital stock of an association shall consist of the common shares subscribed by the members and the preferred shares that it issues.

Classes
of shares.

Such capital shall be variable. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 28.

Capital
variable.

Parts
d'admissi-
bilité.

29. Les parts sociales qu'une personne est tenue de souscrire pour devenir membre d'une association sont désignées comme parts d'admissibilité. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 29.

29. The common shares for which a person must subscribe to become a member of an association are called qualification shares. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 29.

Particu-
larités.

30. Le règlement fixe le nombre minimum de parts sociales qu'une personne doit souscrire pour devenir membre de l'association, ainsi que le mode et la quotité des versements à effectuer sur les parts sociales souscrites. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 30.

30. The by-laws shall fix the minimum number of common shares that a person must subscribe for to become a member of the association, and the mode of payment and the amount of the instalments to be paid on the common shares subscribed. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 30.

Intérêt
sur parts
sociales.

31. L'assemblée générale peut, sous réserve des privilèges accordés par règlement aux parts privilégiées, décider chaque année de payer sur les parts sociales un intérêt dont le taux ne doit pas excéder six pour cent l'an. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 31.

31. The general meeting, subject to the preferences granted by by-law to the preferred shares, may decide each year to pay interest on the common shares at a rate not exceed six per cent per annum. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 31.

Parts no-
minatives.

32. Les parts sociales sont nominatives et ne sont transférables que selon les dispositions du règlement de l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 32.

32. The common shares shall be registered and shall be transferrable only in accordance with the by-laws of the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 32.

Confisca-
tion de
parts.

33. Le conseil d'administration peut décréter la confiscation en faveur de l'association des parts sur lesquelles un versement échu depuis au moins deux ans n'a pas été effectué. Cette confiscation s'opère deux mois après qu'un avis a été expédié, par lettre recommandée, à la dernière adresse connue du membre concerné, à moins que celui-ci n'ait, dans ce délai, effectué le versement échu. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 33.

33. The board of directors may order the confiscation by the association of shares on which an instalment two years or more overdue has not been paid. Such confiscation shall take effect two months after a notice has been sent, by registered letter, to the last known address of the member concerned, unless he has paid the overdue instalment within such delay. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 33.

Rem-
bourse-
ment.

34. En cas de décès, de démission, d'exclusion ou d'interdiction d'un membre, l'association rembourse au membre, à ses héritiers ou représentants, les sommes versées sur ses parts sociales.

34. In the case of the death, resignation, expulsion or interdiction of a member, the association shall repay to the member, his heirs or representatives the sums paid on his common shares.

Restric-
tion.

Cependant, une association ne peut

Nevertheless, no association shall
(a) repay in any one fiscal year more than ten per cent of its common shares;

a) rembourser dans un même exercice social plus de dix pour cent de ses parts sociales;

b) affecter à ce remboursement au cours d'un même exercice social un montant équivalent à plus de la moitié de son fonds de réserve;

(b) appropriate for such repayment in any one fiscal year an amount equal to more than one-half of its reserve fund;

c) faire ce remboursement lorsqu'elle est insolvable ou lorsque ce remboursement la rendrait insolvable;

(c) make such repayment when it is insolvent or when such repayment would make it insolvent;

d) faire ce remboursement lorsque le conseil juge qu'il serait de nature à causer préjudice à la stabilité financière de l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 34.

(d) make such repayment when the board considers that it would be detrimental to the financial stability of the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 34.

Retrait
des som-
mes ver-
sées.

35. Sous les restrictions prévues à l'article 34 et aux conditions déterminées par le règlement, le conseil d'administration peut permettre à un membre de retirer les sommes versées sur ses parts sociales autres que ses parts d'admissibilité. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 35.

35. Subject to the restrictions provided in section 34 and to the conditions laid down by the by-laws, the board of directors may permit a member to withdraw the sums paid on his common shares other than his qualification shares. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 35.

With-
drawal
of sums
paid.

Rembour-
sement
par
priorité.

36. Une association peut, par règlement spécial, déterminer les cas dans lesquels le remboursement prévu à l'article 34 s'effectue par priorité. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 36.

36. An association may determine by special by-law the cases in which the repayment provided for in section 34 shall be made by precedence. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 36.

Repay-
ment by
prece-
dence.

Catégo-
ries de
parts pri-
vilégiées.

37. S'il y est autorisé par le règlement, le conseil d'administration peut émettre, au nom de l'association, des parts privilégiées d'une ou plusieurs catégories et dont le certificat énonce le montant, les conditions de rachat, les privilèges, droits et restrictions.

37. If authorized by the by-laws, the board of directors may issue in the name of the association preferred shares of one or more classes, the certificates for which shall state the amount, the conditions of redemption and the preferences, rights and restrictions thereof.

Classes
or pre-
ferred
shares.

Taux d'in-
térêt.

Le taux d'intérêt payable sur les parts privilégiées ne peut dépasser sept pour cent l'an.

The rate of interest payable on preferred shares cannot exceed seven per cent per annum.

Interest
rate.

Droits
limités.

Les détenteurs de parts privilégiées n'ont pas, à ce titre, le droit d'être convoqués aux assemblées générales, d'y assister, d'y voter et d'exercer une fonction au sein de l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 37.

The holders of preferred shares shall not be entitled, as such, to receive notice of general meetings, to attend or vote thereat or to hold any office in the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 37.

Rights
restric-
ted.

Droit
d'entrée.

38. Le règlement peut imposer un droit d'entrée à toute personne admise comme membre.

38. The by-laws may require every person admitted as a member to pay an initiation fee.

Initia-
tion fee.

Emploi.

Le montant de ce droit est versé au fonds de réserve. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 38.

The amount of such fee shall be paid into the reserve fund. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 38.

Dispo-
sition.

SECTION VIII

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Constitu-
tion.

39. Les membres d'une association en constituent l'assemblée générale, lorsqu'ils sont convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée spéciale. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 39.

39. The members of an association shall constitute its general meeting, when convened at an annual or special meeting. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 39.

Consti-
tution.

Avis.

40. L'avis de convocation est donnée en la manière prescrite par le règlement.

40. Notice calling a meeting shall be given in the manner prescribed by the by-laws.

Notice.

DIVISION VIII

GENERAL MEETING

Délai.	À défaut de règlement à ce sujet, l'avis est déposé à la poste à l'adresse de chaque membre ou délégué au moins cinq jours avant la date fixée.	Failing such provision in the by-laws, the notice shall be mailed to each member or delegate at least five days before the date fixed.	Delay.
Mention du règlement.	L'avis de convocation d'une assemblée générale autre que l'assemblée d'organisation doit faire mention de tout règlement qui peut y être adopté ou modifié. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 40.	The notice calling a general meeting other than the organization meeting shall mention any by-law which may be passed or amended thereat. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 40.	Mention of by-law.
Quorum.	41. L'assemblée générale est légalement constituée des membres ou délégués présents. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 41.	41. The general meeting shall be legally constituted by the members or delegates present. 11-12 Eliz. c. 56, s. 41.	Quorum.
Vote.	42. Un membre, à une assemblée générale, n'a droit qu'à un vote, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il possède.	42. At a general meeting, a member shall have one vote only, whatever number of shares he may hold.	Voting.
Représentation.	Ce vote ne peut être donné par procuration; cependant une corporation ou une société peut se faire représenter et voter par un délégué.	Such vote cannot be given by proxy, but a corporation or society may be represented and vote by a delegate.	Representation.
Conjoint absent.	L'épouse ou le mari d'un membre peut, en l'absence de son conjoint à l'assemblée, y voter à sa place. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 42.	The wife or husband of a member who is absent from the meeting may vote thereat in his or her place. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 42.	Consort of absentee.
Restriction.	43. Le règlement peut décréter que les membres admis moins de trois mois avant la tenue d'une assemblée n'y auront pas droit de vote. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 43.	43. The by-laws may provide that members admitted less than three months before the holding of a meeting shall not be entitled to vote thereat. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 43.	Restriction.
Représentation par groupe.	44. Lorsqu'une association compte plus de cent membres ou fait affaires dans plus d'un district électoral, le règlement peut décréter la division des membres en groupes et autoriser chaque groupe à élire, suivant le mode qu'il détermine, le nombre de délégués qu'il fixe.	44. When an association has more than one hundred members or carries on business in more than one electoral district, the by-laws may order the division of the members into groups and authorize each group to elect, in the manner determined by by-law, the number of delegates fixed by by-law.	Group representation.
Vote par délégué.	Chaque délégué a droit à un vote, à moins que le règlement ne lui donne droit à autant de votes qu'il y a de membres dans le groupe qu'il représente.	Each delegate shall have one vote, unless the by-laws entitle him to as many votes as there are members in the group he represents.	Voting by delegate.
Délégué absent.	Le délégué absent peut être remplacé par un substitut désigné par le groupe qu'il représente.	An absent delegate may be replaced by a substitute designated by the group he represents.	Absent delegate.
Autres membres.	À moins qu'un règlement spécial ne prohibe leur présence aux assemblées, les membres autres que les délégués ou substituts peuvent y assister mais n'ont pas droit d'y voter. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 44.	Unless their presence is prohibited by a special by-law, the members other than the delegates or substitutes may attend meetings but shall not vote thereat. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 44.	Other members.
Règlement modifié.	45. L'assemblée générale peut modifier le règlement de régie interne. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 45.	45. The general meeting may amend the by-laws of internal management. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 45.	Amendment of by-laws.

Règle-
ment
spécial.**46.** L'assemblée générale peut, par règlement spécial:

- a) changer le siège social de l'association;
- b) modifier les fins de l'association;
- c) changer le nom de l'association;
- d) augmenter ou diminuer le montant de la part sociale.

Approba-
tion.

Ce règlement n'entre en vigueur qu'après son approbation par le secrétaire de la province et publication d'un avis suivant l'article 8. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 46.

46. The general meeting, by special by-law, may:

- (a) change the corporate seat of the association;
- (b) change the objects of the association;
- (c) change the name of the association;
- (d) increase or decrease the amount of each common share.

Special
by-law.

Such by-law shall not come into force until its approval by the Provincial Secretary and the publication of a notice according to section 8. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 46. Approval.

Décisions
de l'as-
semblée
générale.**47.** Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des votes des membres présents ou des délégués ou substituts présents et, s'il y a égalité de voix, le président a droit à un second vote.**47.** Decisions of the general meeting shall be taken by the majority of the votes of the members present or of the delegates or substitutes present and, in case of a tie, the chairman shall be entitled to a second vote. Decisions
of general
meeting.Règle-
ment
spécial.

Un règlement spécial ne peut cependant être adopté qu'à la majorité des deux tiers de ces votes. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 47.

Nevertheless a special by-law cannot be passed except by a two-thirds majority of such votes. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 47. Special
by-law.Assemblée
annuelle.**48.** Dans les quatre mois qui suivent la clôture de chaque exercice social d'une association coopérative, ses membres doivent être convoqués en assemblée annuelle pour prendre connaissance du rapport annuel, statuer sur la répartition des trop-perçus ou excédents d'opérations, élire les administrateurs, nommer le vérificateur et se prononcer sur toute autre question concernant l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 48.**48.** Within four months after the end of each fiscal year of a cooperative association, its members shall be convened in an annual meeting to take communication of the annual report, decide upon the apportionment of the surplus earnings or operating surplus, elect directors, appoint the auditor and decide any other matter relating to the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 48. Annual
meeting.Assemblée
spéciale.**49.** Le conseil d'administration de l'association ou le conseil d'administration de la fédération dont elle est membre peut convoquer les membres de l'association en assemblée spéciale lorsqu'ils le jugent utile.**49.** The board of directors of the association or the board of directors of the federation of which it is a member may convene the members of the association in a special meeting whenever they deem it expedient. Special
meeting.

Requête.

En outre, le conseil d'administration de l'association doit procéder à cette convocation sur requête d'un cinquième des membres.

Furthermore, the board of directors of the association shall call such meeting upon the requisition of one-fifth of the members. Requisition.

Convoca-
tion des
assem-
blées.

Le secrétaire de l'association doit, dans chacun de ces cas, convoquer les membres suivant l'article 40 et, au cas de refus ou de négligence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, la convocation est faite par le président de l'association et, à son défaut, par le vice-président. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 49.

In each such case, the secretary of the association shall call the members in accordance with section 40 and, if the secretary refuses or neglects or is unable to act, the meeting shall be called by the president of the association and, failing him, by the vice-president. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 49. Calling
of
meeting.

- Idem.** **50.** Si la convocation n'a pas été faite dans les quinze jours de la date à laquelle la demande a été déposée au siège social de l'association, la fédération dont elle est membre ou deux des signataires de la requête peuvent convoquer l'assemblée spéciale. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 50.
- Idem.** **50.** If the meeting has not been called within fifteen days after the date on which the requisition was filed at the corporate seat of the association, the federation of which it is a member or two of the signatories of the requisition may call the special meeting. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 50.
- Ordre du jour.** **51.** À une assemblée spéciale, seuls les sujets mentionnés à l'avis de convocation peuvent être l'objet de délibération et de décision.
- Agenda.** **51.** At a special meeting, only the matters mentioned in the notice calling it may be considered and decided upon.
- Révocation d'administrateur.** Une assemblée spéciale convoquée à cette fin peut révoquer le mandat de tout administrateur et le remplacer pour la durée non écoulée du mandat. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 51.
- Dismissal of director.** A special meeting called for the purpose may dismiss any director and replace him for the unexpired portion of his term of office. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 51.
- SECTION IX**
- CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- Nombre d'administrateurs.** **52.** Le conseil d'administration d'une association se compose de cinq administrateurs choisis parmi ses membres, lors de l'assemblée annuelle.
- Number of directors.** **52.** The board of directors of an association shall consist of five directors chosen from among its members, at the annual meeting.
- Idem.** Toutefois, le règlement peut prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs qui ne peut être supérieur à quinze.
- Idem.** Nevertheless the by-laws may provide for a greater number of directors but not more than fifteen.
- Durée du mandat.** Les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs par l'assemblée générale et ils sont rééligibles. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 52.
- Tenure of office.** The directors shall remain in office until their successors are elected by the general meeting and they shall be re-eligible. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 52.
- Idem.** **53.** La durée du mandat des administrateurs peut être portée à deux ou à trois ans, par règlement spécial. Dans ce cas, les administrateurs sont, chaque année, partiellement remplacés selon le mode de rotation que ce règlement détermine. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 53.
- Idem.** **53.** The term of office of the directors may be extended to two or to three years, by special by-law. In such case, some of the directors shall be replaced each year according to the mode of rotation determined by such by-law. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 53.
- Division de territoire.** **54.** Le règlement peut, pour la formation du conseil d'administration, diviser le territoire où l'association fait affaires, attribuer à chaque division un certain nombre d'administrateurs et déterminer comment chacun d'eux sera proposé et élu. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 54.
- Division of territory.** **54.** For the formation of the board of directors, the by-laws may divide the territory in which the association carries on business, allot a certain number of directors to each division and determine how each is to be nominated and elected. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 54.
- Inéligibilité.** **55.** L'association peut, par règlement spécial, statuer qu'un membre n'est pas éligible comme administrateur.
- Limitation of eligibility.** **55.** The association may provide, by special by-law, that a member shall not be eligible as a director.

a) s'il n'a pas acquitté les versements échus sur les parts qu'il a souscrites ou s'il a d'autres arriérés envers l'association;

b) s'il n'a pas fait affaires avec l'association durant l'exercice social précédent pour le montant déterminé par ce règlement. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 55.

(a) if he has not paid the instalments due on the shares for which he has subscribed or is otherwise in arrears with the association;

(b) if he has not done business with the association during the preceding fiscal year in the amount fixed by such by-law. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 55.

Pouvoirs. **56.** Le conseil d'administration administre les affaires de l'association et, en son nom, il en exerce, dans les limites du règlement, les pouvoirs qui lui sont généralement ou spécialement délégués par l'assemblée générale. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 56.

56. The board of directors shall manage the affairs of the association and shall exercise in its name and within the scope of the by-laws the powers generally or specially delegated to it by the general meeting. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 56. **Powers.**

Pouvoirs. **57.** Le conseil d'administration doit notamment,

a) exiger de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de l'association un cautionnement dont il détermine la nature et le montant;

b) assurer l'association contre les risques d'incendie, de vol et de responsabilité publique et patronale;

c) désigner deux personnes, dont au moins un administrateur de l'association, pour la préparation de l'inventaire à la clôture de l'exercice social et en prévoir les modalités;

d) lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et soumettre le rapport annuel;

e) transmettre une copie certifiée du rapport annuel suivant les prescriptions de l'article 81;

f) faciliter le travail du vérificateur;

g) favoriser la coopération entre les membres de l'association et entre celle-ci et d'autres organismes coopératifs;

h) encourager, par toute mesure utile, l'éducation coopérative. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 57.

57. The board of directors shall, in particular, **Powers.**

(a) require every person having the management or custody of funds of the association to give security and shall prescribe the nature and amount thereof;

(b) insure the association against the hazards of fire, theft and public and employer's liability;

(c) appoint two persons, at least one of whom shall be a director of the association, to take the inventory at the close of the fiscal year, and specify how it is to be taken;

(d) at the annual meeting, give an account of its management and submit the annual report;

(e) forward a certified copy of the annual report as prescribed by section 81;

(f) facilitate the work of the auditor;

(g) promote cooperation among the members of the association and between the association and other cooperative bodies;

(h) encourage cooperative education by all effective means. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 57.

Réunions. **58.** Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, du vice-président ou de deux administrateurs, par un avis donné par lettre déposée à la poste au moins cinq jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion ou suivant les prescriptions du règlement.

58. The board of directors shall meet at the call of the president, the vice-president or two directors, upon notice given by letter mailed at least five days before the date fixed for the meeting or as provided by the by-laws. **Meetings.**

Endroit. La réunion est tenue à l'endroit indiqué dans l'avis de convocation ou précisé lors d'un ajournement. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 58.

The meeting shall be held at the place indicated in the notice calling it or specified at the time of adjournment. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 58. **Place.**

Quorum.	59. La majorité des administrateurs constitue le quorum du conseil d'administration.	59. A majority of the directors shall constitute a quorum of the board of directors.	Quorum.
Décisions.	Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des administrateurs présents.	The decisions of the board of directors shall be taken by the majority of the directors present.	Decisions.
Vote prépondérant.	En cas d'égalité des voix, le président a droit à un second vote. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 59.	In case of a tie, the chairman shall be entitled to a second vote. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 59.	Tie vote.
Services gratuits.	60. La fonction d'administrateur est gratuite. Toutefois, les dépenses encourues par un administrateur dans l'exercice de ses fonctions, autorisées ou ratifiées par le conseil d'administration, peuvent lui être remboursées. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 60.	60. The directors shall serve gratuitously. Nevertheless a director may be repaid the expenses incurred by him in the performance of his duties, authorized or ratified by the board of directors. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 60.	Services gratuitous.
Vacances.	61. Toute vacance au sein du conseil d'administration est comblée, pour la durée non écoulée des fonctions de l'administrateur à remplacer, par les administrateurs qui restent en fonction.	61. Any vacancy on the board of directors shall be filled, for the unexpired portion of the term of office of the director to be replaced by the remaining directors in office.	Vacancy.
Assemblée spéciale.	Toutefois, si le nombre des administrateurs qui demeurent en fonction n'est pas suffisant pour former quorum, un administrateur, deux membres de l'association ou le conseil d'administration de la fédération dont elle est membre, peuvent ordonner au secrétaire de convoquer une assemblée spéciale des membres pour combler cette vacance. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 61.	If, however, the number of directors remaining in office is not sufficient to constitute a quorum, any director or two members of the association or the board of directors of the federation of which it is a member, may order the secretary to call a special meeting of the members to fill such vacancy. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 61.	Special meeting.
Responsabilité personnelle.	62. Tout administrateur est personnellement responsable des torts causés à l'association par sa violation de la présente loi.	62. Every director shall be personally liable for damage caused to the association by his violation of this act.	Personal liability.
Dissidence.	Toutefois, il peut se dégager de cette responsabilité en faisant consigner sa dissidence au procès-verbal ou en la signifiant à l'association, par lettre recommandée, dans un délai raisonnable, à compter du moment où il a connaissance de l'illégalité commise. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 62.	He may however free himself from such liability by having his dissent recorded in the minutes or by signifying it to the association, by registered letter, within a reasonable delay after he acquires knowledge of the illegality committed. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 62.	Dissent.

SECTION X

COMITÉ EXÉCUTIF

63. Une association peut, par règlement spécial, lorsque le conseil d'administration se compose de plus de huit administrateurs, former un comité exécutif dont elle détermine les pouvoirs et devoirs.

DIVISION X

EXECUTIVE COMMITTEE

63. An association, when its board of directors consists of more than eight directors, may create by special by-law an executive committee whose powers and duties it shall determine.

Composition. Ce comité se compose de cinq personnes choisies en majorité parmi les administrateurs par le conseil d'administration qui en désigne le président.

Rémunération. L'assemblée générale peut, chaque année, accorder une rémunération aux membres du comité exécutif. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 63.

Quorum. **64.** Trois membres du comité, dont au moins deux administrateurs, en constituent le quorum et les décisions sont prises à la majorité des membres présents. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 64.

Contrôle. **65.** Le comité exécutif exerce ses pouvoirs sous le contrôle du conseil d'administration et celui-ci peut, en tout temps, pour des motifs qu'il juge valables, remplacer tout membre du comité. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 65.

SECTION XI

COMMISSIONS SPÉCIALES

Formation. **66.** Le conseil d'administration peut, pour faciliter le bon fonctionnement de l'association, former des commissions spéciales et déterminer leurs attributions, qu'elles exercent sous sa direction. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 66.

SECTION XII

BUREAU

Président et vice-président. **67.** Le conseil d'administration, à sa première séance après l'assemblée d'organisation ou l'assemblée annuelle, choisit, parmi les administrateurs, un président et un vice-président.

Avis non requis. Cette première séance du conseil peut être tenue sans avis au cours de l'assemblée d'organisation ou de l'assemblée annuelle ou immédiatement après, pourvu qu'il y ait quorum. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 67.

Double fonction. **68.** Le président et le vice-président du conseil d'administration sont en même temps président et vice-président de l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 68.

Such committee shall be composed of five persons the majority of whom shall be chosen from among the directors by the board of directors which shall designate the chairman thereof.

The general meeting may grant each year a remuneration to the members of the executive committee. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 63.

64. Three members of the committee, of whom at least two must be directors, shall constitute a quorum and decisions shall be taken by the majority of the members present. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 64.

65. The executive committee shall exercise its powers under the control of the board of directors which at any time, for reasons deemed sufficient, may replace any member of the committee. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 65.

DIVISION XI

SPECIAL COMMITTEES

66. The board of directors, to facilitate the proper functioning of the association, may form special committees and determine their functions, which they shall exercise under its direction. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 66.

DIVISION XII

OFFICERS

67. The board of directors, at its first sitting after the organization meeting or the annual meeting, shall choose from among the directors a president and a vice-president.

Such first sitting of the board may be held without notice during the organization meeting or the annual meeting or immediately afterwards, provided there is a quorum. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 67.

68. The president and vice-president of the board of directors shall be at the same time president and vice-president of the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 68.

Absence, etc., du président.	69. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président en exerce les fonctions et pouvoirs. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 69.	69. In the absence or inability to act of the president, the vice-president shall exercise his duties and powers. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 69.	Absence, etc., of president.
Gérant, etc.	70. Le conseil d'administration nomme un gérant, un secrétaire et, s'il le juge à propos, un trésorier de l'association et il fixe leur rémunération.	70. The board of directors shall appoint a manager, a secretary and, if it sees fit, a treasurer of the association and shall fix their remuneration.	Manager, etc.
Qualités.	Ces fonctions peuvent être exercées par des membres du conseil d'administration ou de l'association ou par une personne qui n'en fait pas partie.	Such offices may be held by members of the board of directors or of the association or by a person who is not a member thereof.	Qualification.
Rémunération.	Quand les fonctions de secrétaire ou de trésorier sont exercées par un administrateur, une rémunération ne peut être accordée que par l'assemblée générale. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 70.	When the office of secretary or of treasurer is held by a director, no remuneration shall be allowed except by the general meeting. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 70.	Remuneration.
Pouvoirs et devoirs des officiers.	71. Le règlement détermine les pouvoirs et devoirs du président, du vice-président, du secrétaire, du gérant et du trésorier. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 71.	71. The by-laws shall determine the powers and duties of the president, vice-president, secretary, manager and treasurer. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 71.	Powers, etc., of officers.

SECTION XIII

REGISTRES ET CONTRATS

Signature.	72. Le conseil d'administration peut désigner les personnes autorisées à signer au nom de l'association tout contrat ou autre document. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 72.
Registre.	73. Chaque association doit faire tenir et conserver à son siège social un registre dans lequel sont inscrits séparément : a) le règlement de régie interne et tout autre règlement; b) les procès-verbaux de l'assemblée générale, du conseil d'administration et, le cas échéant, du comité exécutif ou des commissions spéciales; c) le nom suivant l'ordre alphabétique, l'adresse et l'occupation de chaque membre, en indiquant le nombre de ses parts sociales et privilégiées, les dates de souscription, de remboursement ou de transfert, ainsi que les versements effectués sur ces parts et les dates d'encaissement.
Consultation.	Les membres de l'association peuvent consulter le registre des règlements et celui des membres au siège social de l'association, les jours non fériés pendant les heures ordinaires de bureau.

DIVISION XIII

BOOKS AND CONTRACTS

72. The board of directors may designate the persons authorized to sign any contract or other document on behalf of the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 72.	Signing authority.
73. Each association shall cause to be kept and preserved at its corporate seat a book in which shall be entered separately: (a) the by-laws of internal management and all other by-laws; (b) the minutes of the general meeting, of the board of directors and, should the case arise, of the executive committee and of the special committees; (c) the name in alphabetical order, address and occupation of each member, stating the number of his common and preferred shares, the dates of subscription, repayment or transfer, the payments made on such shares and the dates of payment.	Record book.
Members of the association may examine the by-law book and the members' register at the corporate seat of the association, on working days during ordinary office hours.	Right of examination.

Fichier. Les renseignements visés au paragraphe c du premier alinéa peuvent être consignés dans un fichier au lieu d'un registre. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 73.

The information required by sub-paragraph c of the first paragraph may be kept in a card-index instead of in a book. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 73.

SECTION XIV

OPÉRATIONS

Interprétation. 74. L'activité coopérative d'une association n'est pas réputée constituer l'exploitation d'un commerce ou d'un moyen de profit. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 74.

Actes prohibés. 75. Un membre d'une association ne doit pas en obtenir des biens ou des services pour les revendre en vue d'un profit. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 75.

Exercice social. 76. L'exercice social d'une association est l'année de calendrier, à moins que le règlement ne fixe une autre période. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 76.

Tenue de livres. 77. L'association doit tenir les livres nécessaires pour constater ses opérations et, notamment,
 a) ses recettes et leur provenance, ainsi que ses déboursés et l'objet pour lequel ils ont été faits;
 b) ses ventes et achats de marchandises, produits et services;
 c) son actif et son passif. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 77.

Rapport annuel. 78. Les comptes sont arrêtés à la clôture de l'exercice social et, au cours des trois mois qui suivent, le conseil d'administration prépare le rapport annuel qui doit, notamment, contenir
 a) les noms et adresses des administrateurs et des membres du bureau et le nombre de membres de l'association;
 b) le bilan et le compte d'opérations;
 c) le rapport du vérificateur;
 d) les autres renseignements exigés par le règlement. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 78.

Bilan. 79. Le bilan doit indiquer séparément:
 a) l'argent en caisse;
 b) les dépôts à une banque ou à une caisse d'épargne et de crédit;

DIVISION XIV

TRANSACTIONS

74. The cooperative activities of an association shall not be deemed to constitute the carrying on of trade or of a means of earning a profit. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 74.

75. No member of an association shall obtain property or services from it for resale for profit. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 75.

76. The fiscal year of an association shall be the calendar year, unless another period is fixed by by-law. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 76.

77. The association shall keep the necessary books to record its transactions and, in particular,
 (a) its receipts and their source, as well as its disbursements and the purpose for which they were made;
 (b) its sales and purchases of merchandise, produce and services;
 (c) its assets and liabilities. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 77.

78. The books shall be closed at the end of the fiscal year and, within the three ensuing months, the board of directors shall prepare the annual report which shall contain, in particular,
 (a) the names and addresses of the directors and officers and the number of the members of the association;
 (b) the balance-sheet and the operating statement;
 (c) the auditor's report;
 (d) such other information as is required by the by-laws. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 78.

79. The balance-sheet must show separately:
 (a) cash on hand;
 (b) deposits in a bank or a savings and credit union;

- c) les comptes recevables et la provision pour mauvaises créances;
 (c) accounts receivable and provision for bad debts;
- d) les créances de l'association contre ses administrateurs et membres du comité exécutif ou du bureau;
 (d) debts owing to the association by its directors, officers and members of the executive committee;
- e) la valeur des marchandises et produits en magasin suivant l'inventaire;
 (e) the value of the merchandise and produce on hand according to the inventory;
- f) les placements avec l'énoncé de leur nature;
 (f) investments with a statement of their nature;
- g) les terrains, les bâtiments, la machinerie, l'outillage et l'ameublement, en indiquant leur coût et l'amortissement accumulé;
 (g) lands, buildings, machinery, equipment and furniture, specifying their cost and the cumulated amortization;
- h) le coût des concessions, brevets, marques de commerce, baux, contrats et permis, s'il n'est pas amorti et s'il peut être constaté dans les livres ou dans un contrat de vente ou d'achat d'une propriété;
 (h) the cost of concessions, patents, trade marks, leases, contracts and licenses, if not amortized and if ascertainable in the books or in a contract of purchase or sale of a property;
- i) les dépenses effectuées en vue d'opérations futures;
 (i) expenditures made on account of future business;
- j) les comptes payables et autres dettes non garanties;
 (j) accounts payable and other unsecured debts;
- k) les dettes garanties par hypothèque ou autrement;
 (k) debts secured by hypothec or otherwise;
- l) le montant des parts souscrites dans chaque catégorie et le montant payé sur ces parts, en énonçant séparément les montants à rembourser à des membres;
 (l) the amount of each class of shares subscribed for and the amount paid on such shares, showing separately the amounts repayable to members;
- m) le surplus découlant des opérations de l'association et les changements qui s'y sont produits depuis le bilan précédent, en énonçant séparément les sommes affectées à la constitution de réserves;
 (m) the surplus resulting from the operations of the association and the variations that have occurred therein since the preceding balance-sheet, showing separately the sums set apart for reserves;
- n) les obligations indirectes ou conditionnelles. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 79.
 (n) indirect or contingent liabilities. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 79.

Approba-
tion de
bilan, etc.

80. Le bilan et le compte d'opérations accompagnés du rapport du vérificateur doivent être approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier désigne les deux administrateurs qui doivent signer le bilan. 11-12 Eliz. II, c. 56, c. 80.

80. The balance-sheet and the operating statement with the auditor's report must be approved by the board of directors. The board shall designate the two directors who shall sign the balance-sheet. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 80.

Approval
of balan-
ce-sheet,
etc.

Copies du
rapport
annuel.

81. Dans les trente jours qui suivent l'assemblée annuelle, le conseil d'administration doit transmettre une copie du rapport annuel au secrétaire de la province, au ministre de l'industrie et du commerce et, si l'association est membre d'une fédération, à cette dernière. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 81.

81. Within thirty days after the annual meeting, the board of directors shall send a copy of the annual report to the Provincial Secretary, to the Minister of Industry and Commerce and, if the association is a member of a federation, to such federation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 81.

Copies of
annual
report.

SECTION XV

TROP-PERCUS OU EXCÉDENTS

Fonds de réserve, etc.

82. Les membres de l'association, en assemblée annuelle, après avoir pris connaissance des recommandations du conseil d'administration et en se basant sur le compte d'opérations du dernier exercice social, affectent le montant des trop-percus ou des excédents d'opérations à la constitution d'un fonds de réserve ainsi qu'à l'attribution de ristournes aux membres ou tant aux membres qu'aux usagers, conformément au règlement.

Affectation.

Ils peuvent affecter le montant exclusivement au fonds de réserve. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 82.

Partage prohibé.

83. Le fonds de réserve d'une association ne peut être partagé entre les membres que dans le cas de dissolution. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 83.

Taux des ristournes.

84. Le taux des ristournes peut être différent selon la quantité, la qualité ou la valeur des marchandises, des produits ou des services qui ont fait l'objet des opérations. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 84.

Mode de paiement de ristournes.

85. Pour tenir lieu du paiement de ristournes, l'assemblée générale peut:

- a) attribuer des parts sociales ou privilégiées aux membres ou usagers;
- b) obliger les membres ou les usagers à prêter à l'association les ristournes qui leur sont attribuées ou créditées.

Souscriptions présumées.

Dans le cas du paragraphe a, le membre ou l'utilisateur est réputé avoir souscrit les parts sociales ou privilégiées qui lui sont attribuées et avoir consenti à les payer à même ses ristournes.

Effet du règlement.

Un règlement suivant le paragraphe b a le même effet qu'un contrat passé par le membre ou l'utilisateur et crée une obligation légale de sa part de prêter les ristournes qui lui sont attribuées ou créditées. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 85.

SECTION XVI

VÉRIFICATION

Vérificateur.

86. L'association, à chaque assemblée annuelle, nomme un vérificateur pour faire la vérification visée à l'article 89.

DIVISION XV

SURPLUS EARNINGS OR OPERATING SURPLUS

82. At the annual meeting, the members of the association, after considering the recommendations of the board of directors and in accordance with the operating statement for the last fiscal year, shall allocate the amount of the surplus earnings or operating surplus to the constitution of a reserve fund and for rebates to members or to both members and patrons, in accordance with the by-laws.

Reserve fund, etc.

They may allocate the entire amount to the reserve fund. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 82.

Reserve fund.

83. The reserve fund of an association shall not be divided among the members except in the case of dissolution. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 83.

Division of reserve fund.

84. The rate of the rebates may vary with the quantity, quality or value of the merchandise, produce or services dealt in. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 84.

Rate of rebates.

85. Instead of paying rebates, the general meeting may:

Alternative for rebates.

(a) allot common or preferred shares to members or patrons;

(b) require members or patrons to lend to the association the rebates allotted or credited to them.

In the case of paragraph a, the member or patron shall be deemed to have subscribed for the common or preferred shares allotted to him and to have agreed to pay for them out of his rebates.

Subscription presumed.

A by-law in accordance with paragraph b shall have the same effect as a contract made by the member or patron and shall create a legal obligation on his part to lend the rebates allocated or credited to him. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 85.

Effect of by-law.

DIVISION XVI

AUDIT

86. At each annual meeting, the association shall appoint an auditor to make the audit provided for in section 89.

Auditor.

Inéligi-
bilité.

Aucun administrateur ou membre du comité exécutif ou du bureau d'une association ne peut en être nommé vérificateur. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 86.

No director or member of the executive committee or officer of an association shall be appointed auditor thereof. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 86. Disquali-
fication.

Nomina-
tion par
secrétaire
de la pro-
vince.

87. Si un vérificateur n'a pas été nommé ou s'il survient une vacance dans cette fonction, le secrétaire de la province peut, à la demande de trois membres de l'association, en nommer un et cette nomination a le même effet qu'une nomination par l'assemblée générale. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 87.

87. If no auditor has been appointed or if that office becomes vacant, the Provincial-Secretary, on the application of three members of the association, may appoint an auditor and such appointment shall have the same effect as an appointment by the general meeting. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 87. Appoint-
ment
by Prov.-
Sec.

Accès aux
livres,
etc.

88. Le vérificateur a accès en tout temps aux livres, comptes, valeurs et pièces justificatives de l'association et il a droit d'exiger des administrateurs, employés et membres les documents et renseignements nécessaires à l'exécution de ses fonctions.

88. The auditor shall have access at all times to the books, accounts, securities and vouchers of the association and may require of the directors, employees and members such documents and information as are necessary for the performance of his duties. Access to
books,
etc.

Amende.

Quiconque néglige ou refuse de se conformer au présent article est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de dix à cinquante dollars, en outre des frais. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 88.

Every person who neglects or refuses to comply with this section shall be liable, on summary conviction, to a fine of ten to fifty dollars in addition to costs. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 88. Fine.

Rapport
du vérifi-
cateur.

89. Le vérificateur doit faire un examen satisfaisant lui permettant d'attester dans le rapport qu'il présente.

89. The auditor shall make a sufficient examination to enable him to certify in his report Auditor's
report.

a) si les états financiers correspondent aux livres de comptes et satisfont aux exigences de la présente loi et du règlement de l'association;

(a) if the financial statements tally with the books of account and meet the requirements of this act and the by-laws of the association;

b) si les documents ou les renseignements qu'il a requis lui ont été fournis;

(b) if the documents and information that he has required have been furnished;

c) si une comptabilité adéquate est tenue par l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 89.

(c) if an adequate accounting system is maintained by the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 89.

Remise.

90. Le rapport du vérificateur est remis au conseil d'administration pour faire partie du rapport annuel. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 90.

90. The auditor's report shall be sent to the board of directors and shall form part of the annual report. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 90. Disposal.

SECTION XVII

INSPECTION

Sur re-
quête.

91. À la requête d'un nombre de membres d'une association qu'il juge suffisant, le conseil d'administration d'une fédération dont cette association fait partie peut ordonner l'inspection des affaires de cette association.

DIVISION XVII

INSPECTION

91. On the application of such number of members of an association as it deems sufficient, the board of directors of a federation of which such association is a member may order an inspection of the affairs of the association. Ordered
on appli-
cation.

Par le
secrétaire
de la pro-
vince.

Le secrétaire de la province peut de sa propre initiative ou à la requête de membres d'une association ou du Conseil de la coopération, ordonner, aux conditions qu'il détermine, l'inspection des affaires d'une association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 91.

The Provincial Secretary, of his own motion or on the application of members of an association or of the Conseil de la coopération, may order, on such conditions as he shall determine, an inspection of the affairs of an association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 91.

Id., by
Prov.-
Sec.

Pouvoirs
de l'ins-
pecteur.

92. L'inspecteur que le secrétaire de la province ou la fédération nomme a les pouvoirs que la Loi des commissions d'enquête (chap. 11) attribue à un commissaire.

92. The inspector appointed by the Provincial Secretary or by the federation shall have the powers assigned to a commissioner by the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11).

Powers of
inspector.

Rapport.

Il doit faire rapport à l'autorité qui l'a nommé ainsi qu'au Conseil de la coopération quand l'inspection a été ordonnée à sa requête. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 92.

He shall report to the authority that appointed him, and also to the Conseil de la coopération when the inspection was ordered on its application. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 92.

Report.

SECTION XVIII

FUSION

Droit de
fusion.

93. Plusieurs associations poursuivant le même but ou des fins similaires peuvent se fusionner et faire les conventions nécessaires à cette fin. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 93.

93. Several associations having the same or similar objects may amalgamate and make the agreements necessary for such purpose. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 93.

Right to
amalgamate.

Acte
d'accord.

94. Les associations qui projettent une fusion préparent un acte d'accord prescrivant :

94. The associations proposing to amalgamate shall prepare a deed of agreement prescribing :

Deed of
agree-
ment.

a) les conditions de la fusion et le mode de son exécution;

(a) the conditions of amalgamation and the mode of effecting it;

b) le nom de l'association résultant de la fusion et les nom, prénoms, occupation et résidence de ses premiers administrateurs;

(b) the name of the association resulting from the amalgamation and the names in full, occupations and residence of its first directors;

c) le mode d'élection des administrateurs subséquents et toute autre mesure nécessaire pour effectuer la fusion et pourvoir à l'administration et au fonctionnement de l'association résultant de la fusion;

(c) the mode of election of subsequent directors and any other provision necessary to effect the amalgamation and to provide for the management and operation of the association resulting therefrom;

d) le nombre de parts souscrites dans chacune des associations qui se fusionnent, le montant de chacune de ces parts, ainsi que le mode de leur conversion en parts sociales ou privilégiées de l'association résultant de la fusion. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 94.

(d) the number of shares subscribed in each of the amalgamating associations, the amount of each of such shares and the manner of converting them into common or preferred shares of the association resulting from the amalgamation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 94.

Approba-
tion.

95. L'acte d'accord doit être soumis pour approbation à une assemblée générale de chacune des associations intéressées spécialement convoquée à cette fin.

95. The deed of agreement shall be submitted for approval at a general meeting of each of the associations concerned, specially called for such purpose.

Approval
of deed.

Attestation.	Si l'acte d'accord est approuvé par chacune des associations, l'approbation doit y être attestée par leur secrétaire respectif. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 95.	If the deed of agreement is approved by all of the associations, such approval shall be attested therein by their respective secretaries. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 95.	Attestation.
Requête en confirmation.	96. Après cette approbation, les associations intéressées demandent au secrétaire de la province, par requête conjointe, la confirmation de l'acte d'accord.	96. After such approval, the associations concerned shall apply to the Provincial Secretary, by a joint petition, for confirmation of the deed of agreement.	Petition for confirmation.
Avis, etc.	Si la demande est accordée, un avis à cet effet est publié dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> et, à compter de la date de cette publication, les associations sont fusionnées et ne forment qu'une seule association sous le nom prévu dans l'acte d'accord.	If the application is granted, notice to that effect shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> and, from the date of such publication, the associations shall be amalgamated and shall be a single association under the name specified in the deed of agreement.	Notice, etc.
Dévolution.	Celle-ci est saisie des biens et droits des associations fusionnées à charge de leurs obligations. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 96.	The new association shall be vested with the property and rights of the amalgamated associations and be subject to their obligations. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 96.	Devolution of property.
Droits, etc. non affectés.	97. La fusion n'infirmes pas les droits et obligations des associations fusionnées et les procédures instituées par ou contre elles peuvent être continuées sans reprise d'instance. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 97.	97. The amalgamation shall not impair the rights and obligations of the amalgamated associations and proceedings commenced by or against them may be continued without proceedings in continuance of suit. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 97.	Rights, etc., safeguarded.

SECTION XIX

LIQUIDATION

Vote.	98. Une association peut décider sa liquidation par le vote affirmatif des trois quarts des membres présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.	98. An association may decide to wind up its affairs by the affirmative vote of three-fourths of the members present at a general meeting called for such purpose.	Vote.
Liquidateurs.	Cette assemblée nomme ensuite, à la majorité des membres présents, un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de l'association.	Such meeting shall then appoint, by the majority of the members present, one or three liquidators who shall be entitled to immediate possession of the property of the association.	Liquidators.
Dispositions applicables.	Les dispositions des sections II et III de la Loi de la liquidation des compagnies (chap. 281) s'appliquent à la liquidation ainsi décidée. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 98.	The provisions of Divisions II and III of the Winding-up Act (Chap. 281) shall apply to the winding-up so decided upon. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 98.	Provisions to apply.
Suspension de procédures.	99. Dès que la liquidation a été votée par l'assemblée générale, toute action ou toute procédure, soit par voie de saisie-arrest, saisie-gagerie ou saisie-exécution, soit autrement, contre les biens meubles et immeubles de l'association doit être suspendue.	99. As soon as winding-up has been voted by the general meeting, every action and all proceedings by way of seizure by garnishment, attachment for rent or seizure in execution, or otherwise, against the moveable or immoveable property of the association shall be suspended.	Actions, etc., suspended.

Frais subséquents.	Les frais faits par un créancier, après qu'il a eu connaissance de la liquidation, par lui-même ou par son procureur, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de l'association qui est distribué en conséquence de la liquidation.	The costs incurred by a creditor after he has himself or by his attorney had knowledge of the winding-up, cannot be collocated against the proceeds of the property of the association distributed in consequence of the winding-up.	Costs incurred after winding-up.
Introduction d'instance, etc.	Un juge de la Cour supérieure dans le district où est situé le siège social de l'association peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute procédure commencée. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 99.	A judge of the Superior Court of the district in which the corporate seat of the association is located may, however, on such conditions as he deems proper, authorize the institution of a suit or the continuance of any proceeding already commenced. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 99.	Leave to sue, etc.
Paiement des dettes, etc.	100. Le liquidateur paie d'abord les dettes de l'association ainsi que les frais de liquidation et, en second lieu, les sommes versées sur les parts suivant la priorité établie par le règlement.	100. The liquidator shall first pay the debts of the association and the costs of winding-up, and secondly the amounts paid on the shares according to the priorities established by by-law.	Payment of debts, etc.
Distribution du solde.	Après ces paiements, le solde provenant de la réalisation de l'actif est distribué entre les personnes qui ont été membres de l'association pendant toute la durée des trois exercices sociaux précédant la date à laquelle la liquidation a été décidée.	After such payments, the balance of the proceeds of the assets shall be distributed among the persons who have been members of the association throughout the three fiscal years preceding the date when the winding-up was decided upon.	Distribution of balance.
Règles.	La répartition se fait suivant les règles que l'assemblée générale adopte à cette fin.	The distribution shall be made in accordance with the rules adopted for such purpose by the general meeting.	Rules.
Mode de répartition.	L'assemblée générale peut répartir le solde entre les membres visés au second alinéa, soit proportionnellement au montant des affaires traitées par chacun d'eux pendant une période déterminée, soit proportionnellement au montant des parts sociales payées par chacun, ou une partie de ce solde suivant le premier mode et, l'autre partie, suivant le second mode.	The general meeting may distribute the balance among the members contemplated in the second paragraph, either in proportion to the amount of the business carried out by each of them over a fixed period, or in proportion to the amount of the common shares paid for by each, or a portion of such balance in the first manner and the rest in the second.	Mode of distribution.
Affectation du solde.	L'assemblée générale peut aussi affecter le solde, en totalité ou en partie, à une oeuvre qu'elle désigne. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 100.	The general meeting may also assign the balance, in whole or in part, to any work that it designates. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 100.	Assignment of balance.
Remise de documents.	101. Lorsque la liquidation est terminée, le liquidateur remet les documents dont il a pris possession pour les fins de la liquidation à la fédération dont l'association faisait partie ou, si l'association n'était pas affiliée à une fédération, au Conseil de la coopération. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 101.	101. When the winding-up is terminated, the liquidator shall hand over the documents of which he took possession for the purposes of the winding-up to the federation of which the association was a member or, if the association was not affiliated with a federation, to the Conseil de la coopération. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 101.	Disposal of documents.

SECTION XX

DIVISION XX

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE PÊCHEURS

FISHERMEN'S COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Commencement des opérations, etc.

102. Dans le cas d'une association coopérative composée de personnes exerçant le métier de pêcheur et ayant pour fin principale un objet propre ou connexe à l'industrie de la pêche,

a) le commencement des opérations n'a lieu qu'à compter de son admission comme membre d'une fédération d'associations de même nature;

b) le montant de la part sociale est fixé à cinquante dollars;

c) chaque membre doit s'engager par contrat, pour une période d'au moins trois ans, à livrer, vendre, acheter ou recevoir, par l'entremise de l'association, certains produits ou services. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 102.

Prêts aux membres.

103. Une association visée à l'article 102 peut faire des prêts à ses membres pour les fins de leur industrie de la pêche, mais ces prêts ne peuvent être consentis qu'à même les fonds disponibles de l'association non absorbés par des dettes sociales exigibles ou à même les fonds qui ont été mis à sa disposition par une fédération pour des prêts de cette nature.

Approbation.

Ces prêts ne peuvent être effectués sans avoir été préalablement approuvés par le conseil d'administration ou le comité exécutif de la fédération dont l'association est membre.

Idem.

Cette approbation n'engage pas la responsabilité de la fédération. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 103.

Garantie.

104. Le conseil d'administration d'une association visée à l'article 102 peut, s'il y est autorisé par règlement spécial, donner en gage, pour garantir un emprunt, les marchandises en magasin et les produits reçus des membres de l'association ou consignés par eux. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 104.

Livraison.

105. L'association visée à l'article 102, qui reçoit d'une fédération des avances basées sur l'inventaire de ses produits ou marchandises, doit lui en faire la livraison.

Commencement of operations, etc.

102. In the case of a cooperative association composed of persons engaged in the business of fishing and having as its main purpose an object pertaining to or connected with the fishing industry,

(a) operations shall not be commenced until it is admitted as a member of a federation of associations of the same nature;

(b) The amount of a share of common stock shall be fixed at fifty dollars;

(c) each member must undertake by contract, for a period of at least three years, to deliver, sell, purchase or receive, through the association, certain produce or services. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 102.

Loans to members.

103. An association contemplated in section 102 may make loans to its members for the purposes of their fishing industry, but such loans shall be made only out of the available funds of the association not absorbed by corporate debts due, or out of funds specifically placed at its disposal by a federation for loans of such nature.

Approval.

No such loan shall be made unless previously approved by the board of directors or the executive committee of the federation of which the association is a member.

Idem.

Such approval shall not engage the liability of the federation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 103.

Security for loan.

104. The board of directors of an association contemplated in section 102, if so authorized by special by-law, may pledge as security for a loan, merchandise in stock and produce received from members of the association or placed on consignment by them. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 104.

Delivery to federation.

105. An association contemplated in section 102, which receives from a federation advances based on the inventory of its produce or merchandise, must deliver the same to the federation.

Responsa-
bilité
person-
nelle.

Un administrateur, un gérant ou employé qui sciemment les livre ou en permet la livraison à une autre personne est personnellement responsable du dommage causé à la fédération et passible d'exclusion de ses fonctions. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 105.

Any director, manager or employee who knowingly delivers them or permits them to be delivered to another person shall be personally liable for the damage caused to the federation and also to be discharged from his office. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 105.

Personel
liability.

SECTION XXI

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION

Organi-
sation,
etc.

106. Dans le cas d'une association coopérative qui a pour fin principale l'organisation de services ou la distribution de marchandises à l'usage personnel de ses membres ou usagers,

a) le nom de l'association peut comprendre, au lieu des mots « association coopérative », l'expression « magasin co-op », mais seulement avec l'autorisation écrite de la Fédération des Magasins Co-op visée à la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 179;

b) le montant de la part sociale est de dix dollars;

c) un membre doit souscrire cinq parts sociales à moins que le règlement ne fixe un nombre plus élevé;

d) la vente à crédit est prohibée, sauf aux conditions déterminées par règlement;

e) le paiement de ristournes ne peut se faire que sous forme de parts sociales ou privilégiées dans le cas des associations membres de la Fédération mentionnée au paragraphe a. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 106.

SECTION XXII

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES D'HABITATION

Avances,
etc., aux
membres.

107. Une association coopérative qui a pour fin principale de faciliter à ses membres l'accès à la propriété ou l'usage d'une maison ou d'un logement peut, si elle a adopté un règlement spécial à cet effet, recevoir de ses membres des avances en acompte sur le coût de leur terrain et de leur maison, leur ouvrir des crédits ou leur faire des prêts hypothécaires; les conditions de ces prêts, le mode d'utilisation et la disposition de ces avances doivent être déterminés dans le règlement. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 107.

DIVISION XXI

CONSUMERS' COOPERATIVE ASSOCIATIONS

106. In the case of a cooperative association whose principal object is the organization of services or the distribution of merchandise for the personal use of its members or patrons,

(a) the name of the association may contain, instead of the words "cooperative association", the expression "co-op store", but only with the written authorization of the Fédération des Magasins Co-op contemplated in the act 6-7 Elizabeth II, Chapter 179;

(b) the amount of a share of common stock shall be ten dollars;

(c) a member must subscribe for five common shares unless the by-laws fix a greater number;

(d) sale on credit is prohibited, except on conditions determined by by-law;

(e) rebates cannot be paid except in the form of common or preferred shares in the case of associations that are members of the Fédération mentioned in paragraph a. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 106.

Organi-
zation,
etc.

DIVISION XXII

COOPERATIVE HOUSING ASSOCIATIONS

107. A cooperative association whose principal object is to assist its members to acquire the ownership or use of a house or dwelling may, if it has adopted a special by-law for the purpose, receive from its members advances on account of the cost of their land and houses, give them credit or make hypothecary loans to them; the conditions of such loans and the mode of use and the disposal of such advances shall be determined in the by-law. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 107.

Credit,
etc., to
members.

Démision
différée.

108. Un membre ne peut démissionner durant la période fixée par le règlement d'une association visée à l'article 107. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 108.

108. No member may resign during the period fixed by the by-laws of an association contemplated in section 107. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 108. Right to
resign
deferred.

SECTION XXIII

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES POUR FINS SOCIALES

Approba-
tion de
règle-
ment, etc.

109. Dans le cas d'une association coopérative constituée dans un but éducatif, scientifique, artistique, athlétique, sportif ou récréatif,

a) un règlement n'entre en vigueur qu'après approbation du secrétaire de la province et publication d'un avis de cette approbation dans la *Gazette officielle de Québec* aux frais de l'association; cependant le secrétaire de la province peut accorder cette approbation avec effet rétroactif;

b) le règlement peut prévoir le paiement d'une contribution annuelle par les membres;

c) aucun intérêt ne doit être payé sur les parts sociales;

d) les trop-perçus ou les excédents d'opérations ne peuvent être distribués aux membres sous forme de ristournes ou autrement;

e) au cas de dissolution, le solde de l'actif, après le paiement des frais et des dettes de l'association et le remboursement des sommes versées sur les parts sociales ou privilégiées, doit être affecté à une oeuvre poursuivant une fin sociale désignée par le secrétaire de la province. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 109.

SECTION XXIV

FÉDÉRATIONS

Autori-
sation.

110. Le secrétaire de la province peut, sur production de la déclaration d'adhésion prévue à l'article 112 et après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération, autoriser la formation d'une fédération d'associations coopératives.

Nombre
d'associa-
tions.

Cette déclaration doit être signée par au moins douze associations coopératives de même catégorie, mais le secrétaire de la province peut réduire ce nombre minimum jusqu'à cinq.

DIVISION XXIII

COOPERATIVE ASSOCIATIONS FOR SOCIAL OBJECTS

109. In the case of a cooperative association formed for educational, scientific, artistic, athletic, sporting or recreational purposes, Approval
of by-
law, etc.

(a) a by-law shall not come into force until after approval by the Provincial Secretary and publication of a notice of such approval in the *Quebec Official Gazette* at the expense of the association; but the Provincial Secretary may grant such approval with retroactive effect;

(b) the by-laws may provide for the payment of an annual contribution by the members;

(c) no interest shall be paid on the common shares;

(d) the surplus earnings or operating surplus shall not be distributed to members in the form of rebates or otherwise;

(e) in case of dissolution, the balance of the assets, after payment of the costs and the debts of the association and repayment of the sums paid on the common or preferred shares, shall be applied to a work having a social object designated by the Provincial Secretary. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 109.

DIVISION XXIV

FEDERATIONS

110. The Provincial Secretary, upon the filing of the memorandum of association provided for in section 112 and after taking the advice of the Conseil de la coopération, may authorize the formation of a federation of cooperative associations. Author-
ization.

Such memorandum must be signed by at least twelve cooperative associations of the same class, but the Provincial Secretary may reduce such minimum number to as few as five. Number
of asso-
ciations.

- Avis du secrétaire de la province.** S'il existe déjà une fédération pour cette même catégorie d'associations, le secrétaire de la province doit aviser celle-ci de cette demande et il ne peut se prononcer avant l'expiration des trente jours qui suivent la date de l'avis. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 110.
- Adhésion autorisée.** **111.** L'adhésion d'une association à la formation d'une fédération doit être préalablement autorisée par une résolution de son conseil d'administration ratifiée par l'assemblée générale de ses membres, mentionnant le nom des personnes autorisées à signer la déclaration d'adhésion. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 111.
- Déclaration d'adhésion.** **112.** Les associations coopératives désirant former une fédération doivent signer, en double exemplaire, une déclaration d'adhésion conforme à la formule 3. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 112.
- Contenu.** **113.** La déclaration d'adhésion doit indiquer:
- a) le nom de la fédération projetée;
 - b) son siège social;
 - c) ses fins;
 - d) le montant de la part sociale, s'il en est prévu;
 - e) les noms des associations adhérentes et le nombre de parts sociales souscrites par chacune;
 - f) les nom, prénoms, occupation et résidence de la personne désignée pour agir comme secrétaire provisoire de la fédération, pour la remise au secrétaire de la province des exemplaires de la déclaration et pour la convocation de l'assemblée d'organisation;
 - g) le mode de convocation de cette assemblée, laquelle doit être tenue dans les trente jours de la publication de l'avis prévu à l'article 115. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 113.
- Nom.** **114.** Le nom d'une fédération ne doit pas être susceptible de confusion avec celui d'une autre fédération ou corporation et il ne doit, dans aucun cas, contenir les mots « syndicat », « syndicat coopératif », « société » ou « société coopérative ». 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 114.
- Approbation.** **115.** Les deux exemplaires de la déclaration sont transmis au secrétaire de la
- If there is already a federation for such class of associations, the Provincial Secretary shall notify such federation of the application and shall make no decision before the expiration of thirty days after the date of the notice. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 110.
- 111.** Participation by an association in the formation of a federation must previously be authorized by a resolution of its board of directors ratified by the general meeting of its members, mentioning the names of the persons authorized to sign the memorandum of association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 111.
- 112.** Cooperative associations wishing to form a federation shall sign, in duplicate, a memorandum of association in conformity with form 3. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 112.
- 113.** The memorandum of association shall state:
- (a) the name of the proposed federation;
 - (b) its corporate seat;
 - (c) its objects;
 - (d) the amount of a share of common stock, if provision is made therefor;
 - (e) the names of the member associations and the number of shares subscribed for by each;
 - (f) the name in full, occupation and residence of the person appointed to act as provisional secretary of the federation, to send the copies of the memorandum to the Provincial Secretary and to call the organization meeting;
 - (g) the mode of calling such meeting, which shall be held within thirty days after the publication of the notice provided for in section 115. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 113.
- 114.** The name of a federation must not be susceptible of confusion with that of another federation or corporation and shall in no case contain the words "syndicate", "cooperative syndicate", "society" or "cooperative society". 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 114.
- 115.** Both copies of the memorandum shall be sent to the Provincial Secretary.

	<p>province. S'il approuve la formation de la fédération, il en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.</p>	<p>If he approves the formation of the federation, he shall so indicate by affixing his signature to each copy.</p>
Avis.	<p>Avis que l'approbation a été accordée est publiée dans la <i>Gazette officielle de Québec</i>, aux frais de la fédération.</p>	<p>Notice of the approval shall be published in the <i>Quebec Official Gazette</i> at the expense of the federation.</p>
Dépôt de déclaration.	<p>Après la publication de cet avis, un des exemplaires de la déclaration est déposé dans les archives du secrétariat de la province et l'autre est retourné au secrétaire provisoire de la fédération.</p>	<p>After the publication of such notice, one of the copies of the memorandum shall be deposited in the archives of the Department of the Provincial Secretary and the other shall be returned to the provisional secretary of the federation.</p>
Corporation.	<p>À compter de la publication de cet avis dans la <i>Gazette officielle de Québec</i>, la fédération est une corporation au sens du Code civil. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 115.</p>	<p>From the publication of such notice in the <i>Quebec Official Gazette</i>, the federation shall be a corporation within the meaning of the Civil Code. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 115.</p>
Buts et pouvoirs.	<p>116. Une fédération a pour but de protéger les intérêts similaires de ses membres et à cette fin, elle peut:</p> <p>a) exercer les pouvoirs d'une association coopérative;</p> <p>b) établir des services d'éducation, de propagande, de vérification et d'assistance technique;</p> <p>c) faire des prêts à ses membres, ainsi qu'à toute corporation dont elle détient des actions ou des obligations;</p> <p>d) aider les associations et les corporations visées au paragraphe c à obtenir des fonds et garantir l'exécution de leurs engagements;</p> <p>e) faire des conventions avec elles pour surveiller, diriger ou gérer leurs affaires pendant une période déterminée;</p> <p>f) faire inspecter, vérifier ou examiner les livres et les comptes de ses membres et des associations endettées envers elle;</p> <p>g) exiger, des associations coopératives visées au paragraphe f, une copie de leur rapport annuel et de leur règlement;</p> <p>h) établir la quotité et le mode de paiement des contributions de ses membres;</p> <p>i) fournir aux personnes intéressées à l'organisation d'une association coopérative des renseignements propres à en déterminer l'efficacité et en faciliter la formation. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 116.</p>	<p>116. The object of a federation is to safeguard the similar interests of its members and for such purpose it may:</p> <p>(a) exercise the powers of a cooperative association;</p> <p>(b) establish educational, publicity, auditing and technical assistance services;</p> <p>(c) make loans to its members and to any corporation of which it holds shares or bonds;</p> <p>(d) assist the associations and corporations contemplated in paragraph c to obtain funds and guarantee the performance of their obligations;</p> <p>(e) make agreements with them to supervise, control or manage their affairs for a stated period;</p> <p>(f) cause the books and accounts of its members and of the associations indebted to it to be inspected, audited or examined;</p> <p>(g) require from the cooperative associations contemplated in paragraph f copies of their annual statements and by-laws;</p> <p>(h) determine the amount and the mode of payment of the contributions of its members;</p> <p>(i) supply persons interested in forming a cooperative association with the requisite information to determine its efficiency and to facilitate its formation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 117.</p>
Demande d'adhésion.	<p>117. Pour devenir membre d'une fédération, une association qui n'a pas signé la déclaration d'adhésion doit</p>	<p>117. To become a member of a federation, an association which did not sign the memorandum of association shall</p>

Notice.

Disposal of memorandum.

Corporation.

Object and powers

Application for membership.

a) signer une demande d'adhésion autorisée et ratifiée suivant les dispositions de l'article 111;

b) s'engager à respecter le règlement de la fédération et, si celui-ci l'exige, souscrire le nombre de parts sociales requis;

c) si le règlement de la fédération l'exige, s'engager, par contrat, à faire, par son entremise, ses achats, ses ventes ou d'autres opérations;

d) être admise par le conseil d'administration de la fédération. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 117.

(a) sign an application for membership authorized and ratified in accordance with section 111;

(b) agree to comply with the by-laws of the federation and, if the by-laws so provide, subscribe for the required number of common shares;

(c) if the by-laws of the federation so require, undertake by contract to make its purchases, and sales or transact its other business through the federation;

(d) be admitted by the board of directors of the federation. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 117.

Assemblée générale.

118. L'assemblée générale d'une fédération se compose des délégués des associations qui en sont membres.

118. The general meeting of a federation shall be composed of the delegates of the associations that are members thereof. General meeting.

Assemblée d'organisation.

Cependant, l'assemblée d'organisation est constituée des personnes qui ont signé à titre de représentants la déclaration d'adhésion. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 118.

The organization meeting, however, shall consist of the persons who signed as representatives the memorandum of association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 118. Organization meeting.

Représentation aux assemblées.

119. Le règlement de la fédération décrète les règles selon lesquelles les associations affiliées sont représentées aux assemblées et détermine la base qui sert à fixer le nombre de délégués de chacune.

119. The by-laws of the federation shall enact the rules whereby affiliated associations shall be represented at meetings and determine the basis to be used to fix the number of delegates of each association. Representation at meetings.

Votes.

Il peut leur attribuer un nombre de votes basé sur le nombre de leurs membres et un nombre additionnel de votes basé sur leur participation aux affaires de la fédération.

They may allot them a number of votes based on the number of their members and an additional number of votes based on their participation in the business of the federation. Votes.

Restriction.

Dans aucun cas, toutefois, le nombre additionnel ainsi attribué à chacune ne peut dépasser le nombre de votes basé sur le nombre de leurs membres. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 119.

In no case, however, shall the additional number so allotted to each association exceed the number of votes based on the number of its members. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 119. Restriction.

Conseil d'administration.

120. Le règlement d'une fédération détermine le mode de constitution de son conseil d'administration, le nombre des administrateurs, lequel peut être supérieur à quinze et être réparti en districts ou en groupes, le mode de leur élection à l'assemblée annuelle ou à des assemblées de district ou de groupe, ainsi que le quorum du conseil d'administration.

120. The by-laws of a federation shall determine the mode of constitution of its board of directors, the number of directors, which may exceed fifteen and be apportioned into districts or groups, the mode of their election at the annual meeting or at district or group meetings, and the quorum of the board of directors. Board of directors.

Choix des administrateurs.

Les administrateurs d'une fédération doivent être choisis parmi les administrateurs des associations affiliées, à moins que le règlement ne décrète qu'une minorité doit être choisie parmi les membres ou les

The directors of a federation shall be chosen from among the directors of the affiliated associations, unless the by-laws provide that a minority shall be chosen from among the members or officers of Directors.

membres du bureau de ces associations. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 120.

Disposi-
tions
applica-
bles.

121. Les dispositions relatives aux associations coopératives s'appliquent aux fédérations, sous réserve des dispositions de la présente section. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 121.

such associations. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 120.

121. The provisions relating to co-operative associations shall apply to federations, subject to the provisions of this division. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 121.

Provisions
to apply.

SECTION XXIV

DISPOSITIONS FINALES

Pêcheurs
Unis de
Québec.

122. L'article 9 et l'article 125 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 56 ne s'appliquent pas à la fédération des Pêcheurs Unis de Québec, dont le nom reste régi par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 164. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 126.

Syndicat
coopéra-
tif admis.

123. Un syndicat coopératif qui désire poursuivre des fins permises par l'article 3 ou 4 peut cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs (chap. 294) et devenir une association régie par la présente loi.

Demande.

Il transmet à cette fin, au secrétaire de la province, en deux exemplaires, une demande conforme à la formule 4.

Approba-
tion.

Si le secrétaire de la province, après avoir pris l'avis du Conseil de la coopération, approuve cette demande, il en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.

Avis.

Avis que l'approbation a été accordée est publié dans la *Gazette officielle de Québec*, aux frais du syndicat et, à compter de cette publication, celui-ci devient une association coopérative régie par la présente loi.

Dépôt de
la de-
mande.

Après la publication de cet avis, un des exemplaires de la demande est déposé dans les archives du secrétariat de la province et l'autre est retourné à l'association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 127.

Droits,
etc., non
affectés.

124. Aucun changement effectué en vertu des dispositions précédentes de la présente section n'infirme les droits et obligations d'une association et les procédures instituées par ou contre elle peuvent être continuées sans reprise d'instance.

Admi-
nistra-
teurs, etc.

Un tel changement ne met pas fin aux fonctions des administrateurs, employés ou membres du bureau d'une association. 11-12 Eliz. II, c. 56, a. 128.

DIVISION XXIV

FINAL PROVISIONS

122. Sections 9 and 125 of the act 11-12 Elizabeth II, Chapter 56 shall not apply to the Quebec United Fishermen, the name of which shall continue to be governed by section 1 of the act 3-4 Elizabeth II, Chapter 164. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 126.

Quebec
United
Fisher-
men.

123. A cooperative syndicate wishing to pursue objects permitted by section 3 or 4 may cease to be governed by the Cooperative Syndicates Act (Chap. 294) and become an association governed by this act.

Coopera-
tive syn-
dicate ad-
mitted.

For such purpose it shall send to the Provincial Secretary an application in duplicate in conformity with form 4.

Applica-
tion.

If the Provincial Secretary, after taking the advice of the Conseil de la coopération, approves such application, he shall so signify by affixing his signature to both copies.

Approval.

Notice of such approval shall be published in the *Quebec Official Gazette* at the expense of the syndicate and, from such publication, the applicant shall become a cooperative association governed by this act.

Notice.

After the publication of such notice, one of the copies of the application shall be deposited in the archives of the Department of the Provincial Secretary and the other shall be returned to the association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 127.

Disposal
of applica-
tion.

124. No change made under the preceding provisions of this Division shall impair the rights and obligations of an association, and proceedings instituted by or against it may be continued without proceedings in continuance of suit.

Rights,
etc., safe-
guarded.

Such change shall not terminate the duties of the directors, employees or officers of an association. 11-12 Eliz. II, c. 56, s. 128.

Directors,
etc.

ANNEXE I

Formule 1 (*article 6*)

Déclaration d'association

Les soussignés déclarent qu'ils désirent former une association coopérative.....

..... (insérer ici, le cas échéant, les mots «de pêcheurs»,
..... à responsabilité limitée, sous le
«de consommation» ou «d'habitation»)

nom de
avec siège social à
dans le district électoral de et qu'ils
s'engagent, pour en devenir membres, à souscrire le nombre de parts sociales respecti-
vement indiqué en regard de leurs noms et à signer, si la loi ou le règlement de l'asso-
ciation les y oblige, un contrat de membre.

L'association est formée pour les fins suivantes:

.....

.....

.....

M.
(nom) (prénoms)

..... (occupation) (résidence)

est désigné comme secrétaire provisoire de l'association pour remettre au secrétaire de la province la présente déclaration et convoquer l'assemblée d'organisation par . . .

(indiquer le mode de convocation)

dans les trente jours de la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à ce 19

Témoïn	Nom	Prénoms	Occupation	Résidence	Nombre de parts sociales de \$

Formule 2 (article 17)

*Demande d'admission
comme membre d'une association coopérative*

Je, soussigné, demande à devenir membre.....

.....
(nom de l'association)

dont le siège social est à.....

Je m'engage à respecter le règlement de l'association et je souscris.....
parts sociales de \$.....
(montant de la part)

Je m'engage de plus à signer un contrat de membre si la loi ou le règlement de
l'association l'exige.

Signé à.....ce.....19....

Témoin:.....

Adresse.....

Occupation.....

Admis par le conseil d'administration, ce.....19....

.....
(signature de la personne autorisée)

Form 2 (section 17)

*Application for membership
in a cooperative association*

I, the undersigned, apply to become a member of
.....
(name of the association)

the corporate seat of which is at

I undertake to comply with the by-laws of the association and I subscribe for
.....common shares of \$.....
(amount of each share)

I also undertake to sign a membership contract if so required by law or the by-laws of the association.

Signed at, this, 19....

Witness

Address

Occupation

Accepted by the board of directors, this, 19....

.....
(signature of person authorized)

Formule 3 (*article 112*)

Déclaration d'adhésion à une fédération

Les associations coopératives ci-après mentionnées déclarent qu'elles désirent former une fédération sous le nom de.....
.....
avec siège social à.....
dans le district électoral de.....et
qu'elles s'engagent à souscrire le nombre de parts sociales indiqué en regard de leurs noms.

La fédération est formée pour les fins suivantes:.....

M.
(nom) (prénoms)

(nom)

(prénoms)

.....
(occupation)

.....
(résidence)

est désigné comme secrétaire provisoire de la fédération pour remettre au secrétaire de la province la déclaration d'adhésion et convoquer l'assemblée d'organisation par

(indiquer le mode de convocation)

dans les trente jours de la publication de l'avis d'approbation dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à ce 19

Noms des associations adhérentes et signatures de leurs représentants	Siège social	Nombre de parts sociales de \$
1.		
2.		
3.		

N.B. Une copie certifiée de la résolution adoptée par le conseil d'administration de l'association adhérente et ratifiée par l'assemblée générale de ses membres en vue d'autoriser la signature de la présente déclaration doit y être annexée.

11-12 Eliz. II, c. 56, annexe I, formule 3.

Memorandum of association in a federation

The federation is formed for the following objects:.....

is appointed the provisional secretary of the federation, to file the memorandum of association with the Provincial Secretary and to call the organization meeting by

Dated at..... this..... 19.....

Names of the federating associations and signatures of their representatives	Corporate seat	Number of common shares of \$
1.
2.
3.

11-12 Eliz. II, c. 56, schedule I, form 3.

Formule 4 (article 123)

*Demande d'un syndicat coopératif
d'être régi par la Loi des associations coopératives*

Le syndicat coopératif désigné sous le nom de

 dont le siège social est situé à
, demande à cesser d'être
 régi par la Loi des syndicats coopératifs, et à devenir une association coopérative

 (insérer ici, le cas échéant, les mots
 régie par la
 «de pêcheurs», «de consommation» ou «d'habitation»)
 Loi des associations coopératives pour poursuivre les fins suivantes:

 sous le nom suivant:
 (ce nom doit être conforme à l'article 9
 de la Loi des associations coopératives)

Daté à ce 19

.....
 (nom du syndicat coopératif)

.....
 (président)

.....
 (secrétaire)

N.B. Une copie certifiée de la résolution adoptée par le conseil d'administration du syndicat et ratifiée par l'assemblée générale de ses membres en vue d'autoriser la présente demande et sa signature par le président et le secrétaire doit être annexée à cette formule.

11-12 Eliz. II, c. 56, annexe I, formule 4.

Form 4 (section 123)

*Application by a cooperative syndicate
to be governed by the Cooperative Associations Act*

The cooperative syndicate designated by the name of.....

 the corporate seat of which is at.....
, applies to be
 no longer governed by the Cooperative Syndicates Act and to become a.....

 (insert here, if necessary, the word
 "fishermen's", "consumers' " or "housing")
cooperative association governed by the
 Cooperative Associations Act for the pursuit of the following objects:

.....

 under the following name:.....
 (name must conform to section 9
 of the Cooperative Associations Act)

Dated at....., this....., 19....

.....
 (name of the cooperative syndicate)

.....
 (president)

.....
 (secretary)

N.B. A certified copy of the resolution passed by the board of management of the syndicate and ratified by the general meeting of its members, authorizing this application and the signing thereof by the president and the secretary, must be annexed to this form.

11-12 Eliz. II, c. 56, schedule I, form 4.